

« SOUS NOS YEUX »

Les États-Unis, premiers financiers mondiaux du terrorisme

par Thierry Meyssan

Depuis la guerre d'Afghanistan contre les Soviétiques, de nombreux auteurs ont mis en évidence le rôle des États-Unis dans le financement du terrorisme international. Cependant, jusqu'à aujourd'hui, il ne s'agissait que d'actions secrètes, jamais assumées sur le moment par Washington. Un pas décisif a été franchi avec la Syrie : le Congrès a voté le financement et l'armement de deux organisations représentant Al-Qaïda. Ce qui était jusque-là un secret de polichinelle devient désormais la politique officielle du « pays de la liberté » : le terrorisme.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS | 3 FÉVRIER 2014

عربي ESPAÑOL ITALIANO РУССКИЙ PORTUGUÊS DEUTSCH فارسی



En violation des résolutions 1267 et 1373 du Conseil de sécurité, le Congrès des États-Unis a voté le financement et l'armement du Front al-Nosra et de l'Émirat islamique d'Irak et du Levant, deux organisations relevant d'Al-Qaïda et classées comme « terroristes » par les Nations Unies. Cette décision est valide jusqu'au 30 septembre 2014.

La première semaine de la Conférence de paix de Genève 2014 aura été pleine de rebondissements. Malheureusement, le public occidental n'en a pas été informé, victime de la censure qui l'opprime.

C'est en effet le principal paradoxe de cette guerre : les images sont l'inverse de la réalité. Selon les médias internationaux, le conflit oppose d'un côté, des États réunis autour de Washington et de Riyad qui prétendent défendre la démocratie et conduire la lutte mondiale contre le terrorisme, de l'autre la Syrie et ses alliés russes, inhibés à force d'être diffamés en dictatures manipulant le terrorisme.

Si tout le monde est conscient que l'Arabie saoudite n'est pas une démocratie, mais une monarchie absolue, la tyrannie d'une famille et d'une secte sur tout un peuple, les États-Unis ont l'image d'une démocratie et mieux encore du « *pays de la liberté* ».

Or, la principale information de la semaine a été censurée dans l'ensemble des États membres de l'Otan : le Congrès états-unien s'est réuni secrètement pour voter le financement et l'armement des « *rebelles en Syrie* » jusqu'au 30 septembre 2014. Vous avez bien lu. Le Congrès tient des séances secrètes dont la presse n'a pas le droit de faire mention. C'est pourquoi l'information, originellement publiée par l'agence britannique Reuters [1], a été scrupuleusement ignorée par toute la presse imprimée et audiovisuelle aux États-Unis et la plupart des médias en Europe occidentale et dans le Golfe. Seuls les habitants du « *reste du monde* » ont eu droit à connaître la vérité.

La liberté d'expression et le droit des citoyens à l'information sont pourtant des préalables à la démocratie. Ils sont mieux respectés en Syrie et en Russie qu'en Occident.

Personne n'ayant lu la loi adoptée par le Congrès, on ignore ce qu'elle stipule exactement. Cependant, il est clair que les « *rebelles* » en question ne cherchent pas à renverser l'État syrien —ils y ont renoncé—, mais à le « *saigner* ». C'est pourquoi, ils ne se comportent pas en soldats, mais en terroristes. Vous avez encore bien lu : les États-Unis, prétendument victimes d'Al-Qaïda le 11 septembre 2001 et depuis leaders de la « *guerre globale au*

terrorisme », financent le principal foyer de terrorisme international où agissent deux organisations officiellement subordonnées à Al-Qaïda (le Front al-Nosra et l'Émirat islamique d'Irak et du Levant). Il ne s'agit plus là d'une manœuvre obscure des services secrets, mais d'une loi, pleinement assumée, même si elle a été adoptée à huis clos de manière à ne pas contredire la propagande.

D'un autre côté, on ne voit pas comment la presse occidentale, qui affirme depuis 13 ans qu'Al-Qaïda est l'auteur des attentats du 11-Septembre et ignore la destitution du président George W. Bush ce jour-là par les militaires, pourrait expliquer cette décision à son public. Effectivement, la procédure états-unienne de « Continuité du gouvernement » (CoG) est elle aussi protégée par la censure. De la sorte, les Occidentaux n'ont jamais su que, ce 11 septembre, le pouvoir avait été transféré des civils aux militaires, de 10h du matin jusqu'au soir, que durant cette journée les États-Unis avaient été gouvernés par une autorité secrète, en violation de leurs lois et de leur constitution.

Durant la Guerre froide, la CIA finançait l'écrivain George Orwell lorsqu'il imaginait la dictature du futur. Washington croyait ainsi éveiller les consciences au danger soviétique. Mais en réalité, jamais l'URSS ne ressembla au cauchemar de « *1984* », tandis que les États-Unis en sont devenus l'incarnation.

Le discours annuel de Barack Obama sur l'état de l'Union s'est ainsi transformé en un exceptionnel exercice de mensonge. Devant les 538 membres du Congrès l'applaudissant debout, le président a déclaré : « *Une chose ne changera pas : notre détermination à ce que des terroristes ne lancent pas d'autres attaques contre notre pays* ». Et encore : « *En Syrie, nous soutiendrons l'opposition qui rejette le programme des réseaux terroristes* ».

Pourtant, lorsque la délégation syrienne à Genève 2 a soumis à celle sensée représenter son « *opposition* » une motion, exclusivement basée sur les résolutions 1267 et 1373 du Conseil de sécurité, condamnant le terrorisme, celle-ci l'a rejetée sans provoquer la moindre protestation de Washington. Et pour cause : le terrorisme, c'est les États-Unis, et le délégation de l'« *opposition* » reçoit ses ordres directement de l'ambassadeur

Robert S. Ford, présent sur place.

Robert S. Ford, l'ancien assistant de John Negroponte en Irak. Au début des années 80, Negroponte avait attaqué la révolution nicaraguayenne en engageant des milliers de mercenaires qui, mêlés à quelques collaborateurs locaux, constituèrent les « Contras ». La Cour internationale de Justice, c'est-à-dire le tribunal interne des Nations Unies, condamna Washington pour cette ingérence qui ne disait pas son nom. Puis, dans les années 2000, Negroponte et Ford rejouèrent le même scénario en Irak. Cette fois, il s'agissait d'anéantir la résistance nationaliste en la faisant combattre par Al-Qaïda.

Pendant que les Syriens et la délégation de l'« opposition » discutaient à Genève, à Washington, le président poursuivait son exercice d'hypocrisie et assénait au Congrès qui l'applaudissait mécaniquement : *« On lutte contre le terrorisme non seulement à l'aide du renseignement et des opérations militaires, mais aussi en restant fidèles aux idéaux de notre Constitution et en donnant l'exemple au monde (...) Et nous continuerons à travailler avec la communauté internationale pour faire naître l'avenir que mérite le peuple syrien - un avenir sans dictature, sans terreur et sans peur ».*

La guerre livrée par l'Otan et le CCG à la Syrie a déjà fait plus de 130 000 morts —selon les chiffres du MI6 diffusés par l'Observatoire syrien des Droits de l'homme—, dont les bourreaux attribuent la responsabilité au peuple qui ose leur résister et à son président, Bachar el-Assad.

Thierry Meyssan

Source
Al-Watan (Syrie)

[1] ["Congress secretly approves U.S. weapons flow to 'moderate' Syrian rebels"](#), par Mark Hosenball, Reuters, 27 janvier 2014.

Source : « Les États-Unis, premiers financiers mondiaux du terrorisme », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), *Réseau Voltaire*, 3 février 2014, www.voltairenet.org/article181987.html